Le Directeur de l’établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;
Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment son article 16 ;
Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d’application de la réglementation (MARCoeur), notamment son MARCoeur 31 ;
Vu l’arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l’ensemble des parcs nationaux et notamment ses articles 3 et 4 ;
Vu l’arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l’Établissement public du Parc national des Calanques ;
Vu la délibération du conseil d’administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d’une redevance relative aux prises de vue et la grille tarifaire,

Considérant la demande d’autorisation formulée le 31 mars 2022 par la société Capsule Works représentée par BEUNARD Timothé ;
Considérant que les prises de vues sont réalisées dans le cadre d’une activité professionnelle ou à but commercial, en vue d’un reportage vidéo ;
Considérant que les opérations de prises de vues se dérouleront avec des moyens et dans des conditions adaptées aux lieux ;
Considérant que les activités décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

DECIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société Capsule Works représentée par BEUNARD Timothé est autorisé à effectuer des prises de vues, les 20 et 25 avril 2022, chapelle Notre Dame de la Garde et calanque du Mugel, pour un reportage vidéo à but associatif, en collaboration avec la MPT Léo Lagrange de La Ciotat, dans le cadre du projet intitulé « L’écrit et le dire » conduit par Berthie Beunard.

Article 2 : Moyens techniques

L’équipe technique est constituée de maximum 2 personnes.
Matériel léger de reportage.
 Descriptif des séquences : présentation d’un atelier d’écriture.
Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. l’équipe de tournage adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale du Parc national, notamment ne pas fumer ;
2. aucun bruit de nature à créer un dérangement de la faune ou à troubler le calme et la tranquillité des lieux n’est autorisé ;
3. aucun aménagement, défichement ni cueillette de quelque nature que ce soit sur le milieu naturel n’est autorisé ;
4. aucun plantement, stationnement ni dépôt de matériel sur la végétation n’est autorisé ;
5. tout matériel apporté et tout déchet produit lors des prises de vues devront être emportés en dehors du cœur du Parc ;
6. aucune dérogation aux règles d’accès, de débarquement, de circulation et de stationnement ne sera autorisée ;
7. le pétitionnaire s’engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au non-respect de la réglementation ;
8. les prises de vues réalisées devront exclusivement être utilisées dans le cadre du projet faisant l’objet de la présente autorisation. Toute autre utilisation est interdite ;
9. il devra être mentionné sur l’œuvre finale « tourné en partie dans le Parc national des Calanques, espace naturel protégé soumis à une réglementation spéciale » ;
10. le pétitionnaire fournira à l’établissement public du Parc national pour archivage administratif une copie de l’œuvre finale exploitant les prises de vues et de son réalisation en précisant le numéro de la présente autorisation.

Article 4 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour le 20 avril à Notre Dame de la Garde, le 25 avril 2022 calanque du Mugel. En cas de conditions météorologique défavorables le tournage pourra être reporté sur simple demande à autorisations@calanques-parcnational.fr.

Article 5 : Redevance

La présente décision est exonérée du paiement d’une redevance.

Article 6 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l’objet de contrôles mentionnés à l’article L.170-1 du code de l’environnement.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 : Autres obligations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire et aux autres autorisations nécessaires, notamment l’accord préalable des propriétaires.

Article 9 : Publication


À Marseille, le 4 avril 2022,

Le Directeur

François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l’autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.